



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Culture

Madame Lynn JACOBS  
Soler S.A.  
2, rue Pierre d'Aspelt  
L-1142 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2024

**Lettre recommandée avec AR**

Objet : Prescription d'une opération de diagnostic archéologique dans le cadre du projet « WP Fridhaff », sis à Erpeldange-sur-Sûre, section B d'Erpeldange, au lieu-dit « Im Hermeshuf », n° de la parcelle cadastrale 284/2576.

Art. 5 point 1 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel

Référence INRA : 0604-C/20.3457

Madame Jacobs,

En réponse à votre demande d'évaluation archéologique pour le projet mentionné sous rubrique, dont le dossier complet a été reçu le 11 juin 2024, et suite à l'évaluation des incidences des travaux planifiés sur le patrimoine archéologique, j'ai l'honneur de vous informer que le terrain en question présente une haute potentialité archéologique.

En effet, la situation topographique du terrain laisse présumer l'existence de vestiges archéologiques, notamment de l'époque médiévale ou postmédiévale.

Au vu de ces éléments et conformément à l'article 5 point 1 de la loi relative au patrimoine culturel, je prescris une opération de diagnostic archéologique à réaliser avant tous travaux de terrain.

Cette prescription concerne la parcelle cadastrale : 284/2576.

Je vous demande de bien vouloir prendre contact avec Madame Christiane BIS-WORCH, E-mail : [Christiane.Bis@inra.etat.lu](mailto:Christiane.Bis@inra.etat.lu) de l'Institut national de recherches archéologiques.

Conformément à l'article 6 de la loi relative au patrimoine culturel, les délais contractuels pour la réalisation du projet sont suspendus à partir de la réception de cette prescription et ce pendant toute la durée de la réalisation des opérations d'archéologie préventive. Il en est de même des délais contenus dans les autorisations individuelles délivrées pour le terrain concerné.

En cas de modification, notamment relative à la profondeur des travaux d'aménagements ou/et à la surface totale du projet, veuillez soumettre les nouveaux documents du projet à l'INRA pour une réévaluation.

Pour information, vous pouvez introduire un recours contentieux contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la réception de la présente. Dans le même délai, vous pouvez nous adresser un recours gracieux par lettre recommandée. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès du Médiateur-Ombudsman. Veuillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après :  
<https://guichet.public.lu/fr.html>

Veillez agréer, Madame Jacobs, l'expression de mes salutations distinguées.



Eric THILL  
Ministre de la Culture